La tactique des sondeurs

Ils se sont retrouvés comme tous les mois mais, vendredi 18 mars, leur réunion avait quelque chose d'exceptionnel. Les principaux instituts de sondage ont fait de leur syndicat professionnel – le Syntec – à la fois le bras armé de leurs intérêts et le lieu de leurs explications de gravure. Ce sont là deux ambitions qui ne manquent pas d'actualité. Au Syntec, tout le monde a son rond de serviette. Sauf OpinionWay, qui, selon l'expression délicate d'un institut rival, « est parti avant qu'on ne l'exclue ».

Le 18 mars, c'était plutôt Harris Interactive qui était dans le collimateur avec son sondage plaçant Marine Le Pen en tête du premier tour de la présidentielle, quelle que soit l'hypothèse. A chaud, les principales figures de la profession n'avaient pas caché leur fureur devant pareilles méthodes. En privé, ils se sont dit les choses sans détour, mais avec le désir de calmer le jeu, tant aujourd'hui les menaces sont fortes pour toute la profession. Une proposition de loi réglementant les sondages politiques, parrainée par Hugues Portelli (UMP) et Jean-Pierre Sueur (PS), a été votée au Sénat, et les sondeurs espéraient bien qu'elle soit enterrée à l'Assemblée. La polémique ouverte par Harris Interactive a eu pour effet de lui redonner une nouvelle vigueur. Le groupe UMP du Palais-Bourbon l'a reprise à son compte et un rapporteur, Etienne Blanc, a été nommé. Ce député UMP du Rhône n'est pas un spécialiste des sondages, loin de là. Mais c'est un homme de confiance du président du groupe UMP, Christian Jacob, et les sondeurs ont cru deviner qu'il était davantage sur la ligne Portelli (conciliatrice) que sur la ligne Sueur (belliqueuse). Leur espoir est que les auditions prévues par Etienne Blanc reculent encore la date d'adoption du texte et qu'elles aboutissent au retrait de deux articles : l'un interdisant la rémunération des sondés et l'autre obligeant à la publication des « bruts », c'est-à-dire des résultats avant redressement. F. B.